

Migrations et asile : « Seule une politique d'accueil inconditionnel et digne est humainement possible »

Tribune
Collectif

La démagogie entraîne un oubli de la réalité du terrain, alors qu'une stratégie d'hébergement d'urgence est nécessaire pour les migrants, estiment, dans une tribune au « Monde », des membres du conseil d'administration de l'association Les Terrasses solidaires, à Briançon, qui regrettent le durcissement du débat sur l'immigration.

Alors que plus de vingt-cinq lois concernant la régulation de l'asile et de l'immigration en France ont été promulguées au cours des quarante dernières années, le débat politique fait rage autour d'un nouveau projet législatif incertain.

La majorité présidentielle relative souhaite à nouveau durcir les conditions d'accueil, de séjour et de régularisation des immigrés tout en proposant une intégration précaire par le travail dans les emplois dits « en tension ».

La droite met en avant une supposée menace de submersion migratoire consécutive à un fantasmagorique « appel d'air » et souhaite un « bouclier constitutionnel » qui permettrait la primauté du droit national sur le droit européen en matière migratoire. L'extrême droite met en avant un supposé lien de causalité entre immigration, délinquance et terrorisme, jamais démontré.

A l'instar de plusieurs pays européens, de l'Italie à la Finlande en passant par l'Autriche, la Hongrie, le Danemark ou la Suède, contrairement à l'Espagne, où 700 000 citoyens ont déposé en décembre 2022 une loi pour la régularisation des travailleurs migrants, l'opinion publique française est traversée par des courants d'opinion variés, alors même que la lutte contre l'immigration irrégulière ne se situe qu'au douzième rang des préoccupations de la population, loin derrière la santé, les revenus et l'éducation.

Cela amène logiquement la majorité et les prétendants au pouvoir à camper sur des positions politiques et démagogiques de plus en plus extrêmes, très éloignées de la réalité complexe que vit notre pays. Les dramatiques événements survenus à Annecy en sont une nouvelle illustration.

Même s'il croît lentement de façon régulière, le nombre de nouveaux immigrants souhaitant demeurer dans notre pays reste à un niveau relativement faible, l'un des moins élevés par rapport à la population en Europe de l'Ouest, comme le montre le sociologue et démographe François Héran, dans son ouvrage *Immigration : le grand déni* (Seuil, 192 pages, 13,50 euros) : « On grossit l'immigration pour mieux la dénier. Oui, la population immigrée a progressé en France depuis l'an 2000, mais moins que dans le reste de l'Europe. »

La répartition des demandeurs d'asile sur le territoire national, très hétérogène, a tendance à s'améliorer, sous l'effet de la politique d'« orientation directive », introduite dans le droit français en 2015, susceptible d'offrir des possibilités d'hébergement, d'accès au système scolaire et d'intégration sociale devant théoriquement ralentir la constitution de campements indignes dans les grandes villes.

Rationalité et humanisme

Bien que pour le moment très insuffisante, cette politique réaliste devrait être renforcée. Elle ne propose actuellement que 120 000 places alors que le nombre de bénéficiaires potentiels est environ trois fois plus élevé. Les dispositifs d'accueil d'urgence et ceux visant un public spécifique, notamment les demandeuses et demandeurs d'asile, sont fortement entravés par les lacunes systémiques du logement social, empêchant des centaines de milliers de personnes d'accéder au logement de droit commun, comme le dénoncent l'ensemble des acteurs associatifs du logement social et les autorités administratives indépendantes.

Les actions violentes des groupuscules d'extrême droite devraient être prévenues en renforçant l'accompagnement par l'Etat, qui ne remplit pas ses obligations de financement et de protection des personnes qui sont à la rue, et celles qui permettent de les accueillir, alors que des solutions existent réellement. Un accès plus aisé au marché du travail des demandeurs d'asile favoriserait leur acceptation et leur intégration sociale, tout en mettant fin aux trafics indignes d'êtres humains.

Plutôt que de réguler autoritairement des migrations qui ont toujours existé et ne se tariront pas seulement parce que certains le voudraient, rationalité et humanisme devraient guider les politiques dans ce domaine. Cela n'est malheureusement pas le cas, les fantasmes, la démagogie et la xénophobie remplaçant souvent les approches réalistes, solidaires et fraternelles.

L'action des forces de l'ordre, la gestion de l'hébergement d'urgence par l'Etat, l'accès à la protection sanitaire et sociale, et à l'asile demeurent socialement, physiquement et juridiquement violentes, inadaptées aux réalités du terrain.

La situation qui prévaut dans une commune frontalière, Briançon dans les Hautes-Alpes, illustre parfaitement cette situation. Les cols frontaliers avec l'Italie sont des lieux de passage pédestre pour de nombreuses personnes migrantes venant soit du sud de l'Italie après avoir traversé la Méditerranée au péril de leur vie, soit du Moyen-Orient et de la région des Balkans, après avoir transité par la Turquie. Ce sont ainsi plusieurs milliers de personnes, femmes, hommes, enfants, seuls ou en famille, qui transitent chaque année.

Pas la moindre réponse de l'Etat

Depuis 2017, des lieux refuges ont été créés par des associations solidaires, qui assurent des maraudes, une mise à l'abri de quelques jours, les premiers soins, de l'information, des ateliers pratiques, de manière inconditionnelle et digne... Cela est entièrement organisé et géré par des initiatives citoyennes, plus réprimées que soutenues par les pouvoirs publics. A Briançon, alors que la capacité maximale

autorisée d'hébergement au sein du tiers-lieu citoyen des Terrasses solidaires est limitée à 64 personnes, leur nombre effectif se situe depuis plusieurs semaines entre 80 et 130 par jour.

Devant cette situation porteuse de risques sanitaires et sociaux importants, le déclenchement d'une stratégie d'hébergement d'urgence gérée par l'Etat a été demandé et réitéré par les associations, sans pour le moment la moindre réponse. Pour la préfecture, le dispositif d'hébergement d'urgence du département des Hautes-Alpes est entièrement saturé, et les initiatives citoyennes n'entrent pas dans ce dispositif.

Tout se passe comme si les pouvoirs publics attendaient la survenue inéluctable d'un drame humain, social ou sanitaire, qui permettrait de démontrer le danger supposé de ce dispositif solidaire qui existe depuis 2017. Tout se passe comme si l'accueil de quelques dizaines de personnes était au-delà des capacités de gestion de l'Etat, alors que durant la saison touristique plusieurs dizaines de milliers de personnes supplémentaires sont accueillies chaque jour dans la vallée, qui dispose de très amples capacités d'hébergement, la majeure partie du temps vacantes.

L'accueil humain, digne et inconditionnel est la seule solution réaliste face à une situation qui prévaut dans le monde entier. Les fantasmes ne peuvent conduire qu'à de fausses solutions, qui, in fine, feront plus de dégâts qu'elles ne résoudront de problèmes. Affronter collectivement et solidairement la réalité avec responsabilité et solidarité est la seule posture politique qui soit de mise.

Marjolaine Bert, Paquerette Forest, Jean Gaboriau, Isabelle Lorre, Luc Marchello, Jean-Yves Montalais, Jean-Luc Pesle et Alfred Spira. Ils sont tous membres du conseil d'administration de l'association Les [Terrasses solidaires](#) à Briançon